



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **France Travail : un nouveau projet technocratique et dangereux**

Le « Haut-commissaire à l'emploi » a présenté le rapport préfigurant France Travail, après plusieurs mois d'atermoiements en pleine bataille sur la réforme des retraites.

La CGT, comme toutes les organisations syndicales, a boycotté la remise du rapport, dont le résultat est une nouvelle illustration de la pseudo négociation que mène ce gouvernement.

Malgré des dizaines de réunions mélangeant les questions stratégiques et opérationnelles de façon à noyer les contestations et propositions alternatives, le gouvernement construit un monstre : Pôle Emploi se transformerait en France Travail. Cette structure absorberait les missions locales pour l'emploi des jeunes et Cap Emploi qui reçoit les travailleurs.es en situation de handicap. Elle piloterait tous les dispositifs des personnes en recherche d'emploi, y compris pour les cadres (APEC) et pour l'accès à la formation.

Au mépris de la proximité affichée et de la difficulté d'accès au numérique pour nombre de personnes vulnérables, une plateforme numérique géante accueillerait toute personne privée d'emploi. Les allocataires du RSA seront particulièrement ciblés, alors que seuls.es 40% d'entre elles et eux sont inscrits à Pôle Emploi actuellement. En s'appuyant sur les 18 « expérimentations » entamées sur autant de territoires, les personnes au RSA devront être « remobilisées » par 15 à 20 heures d'activité hebdomadaires : aidées ou forcées à travailler gratuitement ? Sous peine de sanctions et de pertes de leur seul revenu ? Au profit de qui, de quelles entreprises ?

Nous sommes loin du grand service public de l'emploi que revendique la CGT ! Il est ainsi prévu de privilégier le recours à des prestataires privés, telles les sociétés d'intérim qui se positionnent depuis des mois pour organiser des suivis clefs en main de demandeurs d'emploi, entièrement à leur contrôle.

En face de l'ambition de suivre 100% des demandeurs d'emploi et 100% des besoins des entreprises, le flou demeure sur les moyens nécessaires, grosse inconnue qui laisse présager de nouvelles ponctions sur la collecte des cotisations destinées à financer les allocations chômage, voire la disparition de l'Unedic.

Bref, une méthode de passage en force habillée en concertation de façade, un cauchemar technocratique géant, une menace de contrôle social et de suppression du RSA pour beaucoup, dans la droite ligne du saccage des allocations chômage.

La remise en cause des moyens du service public se poursuit, ainsi que la mise à l'écart des organisations représentatives dans la « gouvernance ».

La CGT dénonce un projet dangereux qui ne répond en rien aux besoins des travailleurs.es privés.es d'emploi et aux situations sociales les plus dures.

La CGT revendique, au contraire, la mise en place d'une vaste sécurité sociale professionnelle, gérée par un service public de proximité dirigé par les travailleurs.es eux-mêmes.

Montreuil, le 20 avril 2023